

La Dématérialisation des Procédures Fiscales au Maroc : Levier d'Optimisation Fiscale et de Modernisation du Contrôle

The Digitalization of Tax Procedures in Morocco: A Lever for Tax Optimization and Modernization of Control

Merouane HASNI, (Doctorant)

*Laboratoire, Économie, Finance, Management de l'Innovation
Faculté d'Économie et de Gestion
Université Ibn Tofail de Kénitra, Maroc*

El houssine BAIYSA, (Doctorant)

*Laboratoire de recherche en stratégie et management des organisations
Université Hassan Premier – Settat, Maroc*

Omar KHARBOUCH, (Professeur d'enseignement supérieur)

*Laboratoire, Économie, Finance, Management de l'Innovation
Faculté d'Économie et de Gestion
Université Ibn Tofail de Kénitra, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté d'Économie et de Gestion de Kénitra Université Ibn Tofail Campus universitaire- Kénitra Téléphone : +212 5 37 32 92 18
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	HASNI, M., BAIYSA, E. houssine, & KHARBOUCH, O. (2025). La Dématérialisation des Procédures Fiscales au Maroc : Levier d'Optimisation Fiscale et de Modernisation du Contrôle. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 7(1), 579–594. https://doi.org/10.5281/zenodo.18263115
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 01/11/2025

Accepted: 13/01/2026

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 7, Issue 01 (2026)

La Dématérialisation des Procédures Fiscales au Maroc : Levier d'Optimisation Fiscale et de Modernisation du Contrôle

Résumé :

Cet article analyse l'impact de la dématérialisation des procédures fiscales au Maroc, encadrée par le Code Général des Impôts et les lois de finances. Il démontre que cette transformation numérique opère comme un levier stratégique à double dimension, recomposant l'équilibre traditionnel entre contrôle fiscal et garanties du contribuable.

L'étude, fondée sur une recherche doctrinale et une analyse normative des textes législatifs, révèle que la dématérialisation modernise en profondeur le contrôle. Pour l'administration, elle permet un ciblage algorithmique, un recoupement automatisé des données et des procédures accélérées (ex. : vérification ponctuelle), renforçant ainsi l'efficacité et la précision des vérifications.

Simultanément, et c'est l'apport principal mis en lumière, elle se mue en un instrument d'optimisation fiscale légale et de sécurisation pour le contribuable. En structurant les processus, elle ouvre la voie à de nouveaux mécanismes tels que le « droit à l'erreur » et la régularisation volontaire dématérialisée, permettant des rectifications sans pénalité. De plus, l'obligation de comptabilité électronique conforme renforce la valeur probante des documents et offre une sécurité juridique accrue lors d'un contrôle.

Ainsi, la dématérialisation dépasse l'opposition stérile entre l'intérêt du Trésor et la défense des droits. Elle participe à l'édification d'un écosystème fiscal plus transparent, efficient et équilibré, où la modernisation des procédures encourage à la fois une conformité volontaire et un contrôle optimisé.

Mots clés : Dématérialisation, optimisation fiscale, contrôle fiscal, procédures électroniques, administration fiscale marocaine, transparence.

JEL code : H26, H25, K34, O33

Type du papier : Recherche Théorique

Abstract :

This article analyzes the impact of the digitalization of tax procedures in Morocco, as framed by the General Tax Code and finance laws. It demonstrates that this digital transformation operates as a dual-dimension strategic lever, reshaping the traditional balance between tax control and taxpayer guarantees.

The study, based on doctrinal research and a normative analysis of legislative texts, reveals that digitalization profoundly modernizes control. For the administration, it enables algorithmic targeting, automated data cross-referencing, and accelerated procedures (e.g., spot checks), thereby enhancing the efficiency and precision of audits.

Simultaneously, and this is the key contribution highlighted, it transforms into an instrument for legal tax optimization and security for the taxpayer. By structuring processes, it paves the way for new mechanisms such as the "right to error" and digital voluntary regularization, allowing for corrections without penalty. Furthermore, the requirement for compliant electronic accounting strengthens the probative value of documents and offers increased legal security during an audit.

Thus, digitalization moves beyond the sterile opposition between the Treasury's interest and the defense of rights. It contributes to building a more transparent, efficient, and balanced fiscal ecosystem, where the modernization of procedures encourages both voluntary compliance and optimized control.

Keywords : Digitalization, tax optimization, tax control, electronic procedures, Moroccan tax administration, transparency.

JEL code : H26, H25, K34, O33

Paper type : Theoretical Research or Empirical Research

1. Introduction

Le système fiscal marocain repose fondamentalement sur un pacte de confiance articulé autour du principe déclaratif, établissant un équilibre délicat entre la sincérité présumée du contribuable et le droit de contrôle a posteriori de l'administration. Cet équilibre est aujourd'hui profondément recomposé par la dématérialisation des procédures, intégrée organiquement dans le Code Général des Impôts (C.G.I.) via les lois de finances successives.

Historiquement, les débats sur la modernisation fiscale ont souvent opposé, de manière binaire, l'efficacité du contrôle (enforcement) aux garanties du contribuable (compliance), une tension bien documentée dans la littérature (Allingham & Sandmo, 1972 ; Kirchler et al., 2008). L'introduction des technologies de l'information semblait initialement renforcer cette perspective unidirectionnelle, offrant à l'administration des outils puissants de traçabilité et d'analyse de masse, susceptible d'accentuer les asymétries d'information en sa faveur. Pourtant, la littérature récente sur la gouvernance digitale (Bouya & Adjayi, 2020 ; Ettahiri & Benazzou, 2022) et la certitude fiscale (tax certainty) suggère que la digitalisation peut également servir la transparence procédurale et la sécurité juridique.

Dans ce contexte, une analyse approfondie de l'évolution législative marocaine révèle une réalité plus riche. La dématérialisation émerge comme un levier biface, agissant simultanément sur les deux pans de la relation fiscale. D'un côté, elle sert indéniablement d'outil d'optimisation du contrôle fiscal (enforcement), en accroissant son efficacité par l'automatisation, le ciblage intelligent et l'exploitation de données. D'un autre côté – et c'est l'originalité de la trajectoire marocaine –, elle se mue également en un levier d'optimisation fiscale légale pour le contribuable. Il convient ici de clarifier ce concept : nous entendons par là la planification fiscale *within the law*, visant à sécuriser une position fiscale dans le strict respect des textes, par opposition à la fraude ou à l'évasion fiscale, qui sont illicites. La dématérialisation, en structurant les processus, ouvre la voie à des mécanismes de sécurisation comme le « droit à l'erreur » et la régularisation volontaire simplifiée, renforçant ainsi la certitude fiscale.

Cette dualité soulève une question de recherche centrale : Dans quelle mesure et par quels mécanismes la dématérialisation des procédures fiscales au Maroc dépasse-t-elle l'opposition traditionnelle entre enforcement et compliance, pour recomposer les conditions de l'optimisation légale, de la certitude fiscale et de l'efficacité du contrôle, contribuant ainsi à un nouvel équilibre dans la relation fiscale ?

C'est cette dialectique fertile entre contrôle optimisé et optimisation permise que le présent article se propose d'explorer. En nous appuyant sur une analyse exégétique des dispositions du C.G.I. et sur une revue de la littérature doctrinale et empirique pertinente, nous entendons démontrer comment la dématérialisation opère une synthèse novatrice. Elle participe à l'édification d'un écosystème fiscal plus transparent et équilibré, où le numérique reconfigure les conditions de la conformité volontaire et d'un contrôle efficient, contribuant ainsi à l'avènement d'une fiscalité renouvelée dans ses moyens et ses finalités.

2. Revue de Littérature et Cadre d'Analyse

La digitalisation de la fiscalité constitue un champ de recherche en pleine expansion, analysé à travers des prismes complémentaires. Cette revue structure les travaux existants autour de trois axes majeurs pour construire le cadre d'analyse de la dématérialisation marocaine.

La littérature souligne unanimement le potentiel de la technologie pour améliorer l'efficacité et l'efficience des administrations fiscales. Les recherches mettent en avant le passage d'un contrôle aléatoire et rétrospectif vers un contrôle fondé sur le risque (*risk-based audit*) et continu, permis par l'analyse de grandes masses de données (*big data*) (Bouya & Adjayi, 2020).

; Ettahiri & Benazzou, 2022). Cette évolution, qualifiée de « data-driven audit » (Taouab & Lazaar, 2022), permet un ciblage algorithmique des vérifications, optimisant l'allocation des ressources de contrôle. Cependant, cette littérature pointe également les risques associés à un contrôle algorithmique, notamment les biais des modèles prédictifs, le manque de transparence (« boîte noire ») et la nécessité d'un cadre de gouvernance des systèmes d'information (SI) pour garantir leur intégrité et leur impartialité. Notre analyse contribue à ce débat en examinant comment le cadre légal marocain (C.G.I.) tente d'institutionnaliser et d'encadrer ce contrôle augmenté par la data.

Parallèlement, un courant de recherche s'intéresse à l'impact de la digitalisation sur les garanties procédurales et la sécurité juridique (*tax certainty*). Si la technologie peut accroître les asymétries d'information au profit de l'administration, elle peut aussi servir la transparence et la prévisibilité (Fadwa, 2024). Des concepts comme la « charte du contribuable » dématérialisée ou les notifications électroniques traçables participent de cette logique. Le développement de procédures en ligne pour la régularisation ou le contentieux est analysé comme un vecteur d'amélioration de l'accès à la justice fiscale et de réduction des coûts de conformité. Notre article approfondit cette perspective en étudiant l'émergence au Maroc d'instruments comme le « droit à l'erreur » (Art. 221 bis C.G.I.), qui peut être interprété comme une incitation comportementale (*nudge*)   la conformité volontaire, transformant la relation administrative d'une logique punitive vers une logique corrective et préventive.

La théorie économique de la conformité fiscale (Allingham & Sandmo, 1972 ; Kirchler et al., 2008) fournit un cadre pour comprendre comment les changements procéduraux influencent les comportements. La digitalisation modifie les coûts perçus de la conformité et de la non-conformité. D'un côté, le risque de détection augmente, dissuadant la fraude. De l'autre, elle peut faciliter et inciter une **optimisation de la conformité (*tax compliance optimization*)** – définie ici comme l'ensemble des stratégies légales et procédurales qu'un contribuable met en œuvre pour s'assurer de la justesse de sa position fiscale et minimiser les risques de contentieux. Cela se distingue clairement de la planification fiscale agressive (*tax avoidance*) ou de la fraude (*tax evasion*), qui sont illicites. La comptabilité électronique, en offrant une preuve robuste et structurée, devient ainsi un outil clé de cette sécurisation proactive. Notre travail précise ces concepts frontières et analyse comment l'écosystème numérique marocain redéfinit les opportunités et les modalités d'une optimisation fiscale légitime.

3. La Dématérialisation dans le C.G.I.

La transformation numérique de la fiscalité marocaine ne relève pas d'une simple adaptation technique ou d'une volonté administrative isolée. Elle s'incarne dans un cadre législatif solide, progressif et stratégique, principalement porté par le Code Général des Impôts (C.G.I.) et dynamisé par des lois de finances annuelles. Cette évolution légale ne se contente pas d'autoriser l'usage du numérique ; elle l'organise, le norme et en fait un pilier procédural à part entière, redéfinissant ainsi les modalités concrètes du contrôle, de la preuve et du dialogue fiscal.

3.1. Le socle législatif : une intégration organique et contraignante

L'ancrage de la dématérialisation dans le droit positif marocain est profond. Les articles clés du C.G.I. ont été modifiés et complétés pour encadrer explicitement l'ère numérique. L'article 211, relatif à l'obligation de conservation des documents, a été étendu pour viser non seulement les supports papier mais également les formats électroniques, établissant une équivalence probatoire sur une période décennale. L'article 212, cœur de la procédure de vérification de comptabilité, reconnaît désormais le contrôle des systèmes d'information comptable, imposant que l'organisation du traitement informatique « garantisse toutes les conditions normales d'un contrôle fiscal ». Il précise que le contrôle porte sur « l'ensemble des informations, données et

traitements informatiques qui concourent directement à la formation des résultats comptables fiscaux ». Cette formulation consacre le droit d'accès de l'administration à la logique même des systèmes, et non plus seulement à leurs sorties imprimées.

Le point d'orgue de cette intégration est intervenu avec la loi de finances pour l'année budgétaire 2018. Celle-ci a instauré une obligation progressive et sanctionnée pour les contribuables de présenter, au début des opérations de contrôle, leurs documents comptables sous format électronique, selon des modalités fixées par voie réglementaire. Le non-respect de cette obligation est passible d'une amende de 50 000 dirhams par exercice contrôlé. Cette disposition marque un tournant : la dématérialisation n'est plus une option ou une facilité ; elle devient une obligation procédurale dont la violation entraîne une sanction financière directe. Elle transforme la nature même de l'interaction lors du contrôle, privilégiant un échange de fichiers structurés à la manipulation de liasses physiques.

3.2. La consécration de la preuve électronique et l'extension des pouvoirs d'investigation

La reconnaissance juridique de la valeur des données électroniques est un prérequis indispensable à la dématérialisation effective. Le législateur marocain l'a actée de manière robuste. L'article 214-IV du C.G.I. stipule désormais que « l'administration fiscale peut utiliser les données obtenues par tous les moyens, notamment sur support papier, par voie électronique, etc., nonobstant toute disposition contraire ». Cette disposition, apparemment simple, est fondamentale. Elle lève toute incertitude quant à l'opposabilité des preuves recueillies par voie numérique et consacre le principe de la neutralité technologique de la preuve fiscale. Les données issues de bases informatiques, de messages électroniques ou d'archives numériques ont la même force probante que les documents signés et paraphes.

Cette reconnaissance s'accompagne d'un élargissement corrélatif des moyens d'investigation de l'administration. L'article 214, dans ses différents paragraphes, confère à la Direction Générale des Impôts un « droit de communication » très étendu, pouvant porter sur des reproductions sur « support magnétique, sur papier ou sur tout autre support ». Cette formulation englobe l'ensemble de l'univers numérique. Plus stratégique encore, l'administration est explicitement autorisée à utiliser « les données obtenues par tous les moyens » pour l'assiette, le contrôle et le contentieux. Cela lui permet de croiser les informations issues des déclarations électroniques avec d'autres bases de données publiques ou privées (dans le respect du secret professionnel défini), ouvrant la voie à un contrôle continu et algorithmique, bien au-delà de la vérification traditionnelle sur pièces.

3.3. La sécurisation et la transparence des procédures par le numérique

La dématérialisation ne bénéficie pas qu'à l'administration ; elle est également mise au service de la sécurité juridique et des garanties procédurales du contribuable. Deux innovations majeures illustrent cette dimension.

D'abord, la généralisation de la notification électronique, encadrée par l'article 219 du C.G.I. sur les règles de notification. Si les modalités traditionnelles (recommandé, remise en main propre) subsistent, le cadre est désormais compatible avec des systèmes de notification dématérialisés sécurisés (certificats de remise électronique). Cela permet une accélération drastique des échanges, une traçabilité parfaite des dates de réception (cruciale pour le calcul des délais de réponse ou de recours), et une réduction des risques de perte ou de contestation de la notification.

Ensuite, et de manière plus symbolique et pratique, l'obligation d'envoyer la charte du contribuable accompagnant l'avis de vérification (article 212-I). Cette charte, document synthétique exposant les droits et obligations des parties, doit être remise au contribuable avant le début de toute vérification. Son défaut d'envoi est constitutif d'une nullité de la procédure de rectification (article 220-VIII). La dématérialisation facilite non seulement la diffusion

systématique de ce document mais en assure aussi l'archivage certain. Elle institutionnalise ainsi, par la technologie, un droit à l'information préalable, contribuant à un contrôle plus prévisible et plus équitable.

Le cadre légal marocain de la dématérialisation fiscale, tel que renforcé dans le C.G.I., dépasse largement le stade de l'expérimentation. Il constitue un écosystème normatif complet et contraignant. Il impose des obligations nouvelles aux contribuables (comptabilité électronique), consacre des pouvoirs étendus et modernes à l'administration (preuve et investigation numérique), et utilise en même temps les outils digitaux pour renforcer les garanties procédurales et la transparence. Ce cadre n'est pas neutre ; il façonne activement les pratiques et prépare le terrain pour les impacts opérationnels du numérique, tant sur l'efficacité du contrôle que sur les stratégies d'optimisation fiscale, qui seront analysés dans les parties suivantes.

4. Impact sur le Contrôle Fiscal : Efficacité, Ciblage et Transformation du Modèle d'Intervention

La dématérialisation, loin de se limiter à une simple substitution du papier par le numérique, opère une transformation radicale des méthodes, de la portée et de la philosophie même du contrôle fiscal. Elle fait évoluer celui-ci d'un modèle traditionnellement rétrospectif, ponctuel et souvent exhaustif, vers un modèle plus continu, intelligent, ciblé et fondé sur le risque. Ce changement de paradigme, rendu possible par le cadre légal analysé précédemment, se traduit par des gains d'efficacité spectaculaires pour l'administration, mais modifie aussi fondamentalement l'expérience du contrôle pour le contribuable, tendant vers une intervention moins intrusive mais potentiellement plus incisive.

4.1. L'avènement du contrôle continu et automatisé : le « data mining » fiscal

Le développement le plus significatif réside dans la capacité nouvelle de l'administration à conduire un contrôle permanent et automatisé par le recoupement massif de données. L'article 214 du C.G.I., en élargissant le droit de communication à tous les supports et en autorisant l'utilisation de données obtenues « par tous les moyens », fournit la base légale pour la création et l'exploitation de vastes entrepôts de données fiscales (data warehouses). L'administration n'est plus tributaire d'une demande ponctuelle d'information ; elle peut désormais agréger en temps quasi réel une multitude de flux :

Flux déclaratifs : Déclarations de résultats (IS), de revenu global (IR), de chiffre d'affaires (TVA), déposées de plus en plus via des plateformes électroniques.

Flux transactionnels : Informations transmises par les institutions financières (article 214-IV) sur les mouvements de comptes, les soldes, et les produits de placements.

Flux externes : Données issues d'autres administrations (douanes, registre du commerce, cadastre) ou échangées dans le cadre de conventions internationales (article 214-II).

Le croisement algorithmique de ces données permet de détecter automatiquement des anomalies ou des discordances significatives. Par exemple, un écart persistant entre le chiffre d'affaires déclaré à la TVA et celui déclaré à l'IS, un niveau de dépenses personnelles (relevées sur les comptes bancaires) sans commune mesure avec les revenus déclarés, ou des flux financiers importants avec des paradis fiscaux, peuvent déclencher des alertes. Ce contrôle « sur données » (data-driven audit) devient le premier filtre, permettant de passer d'une logique de contrôle aléatoire ou basée sur des indicateurs simples, à une logique de ciblage par le risque. Le contrôle n'est plus une loterie ; il devient la conséquence d'un signal détecté par le système.

4.2. La vérification sur place réinventée : rapidité, profondeur et procédure « ponctuelle »

Lorsque le contrôle quitte la phase d'analyse des données pour se concrétiser par une intervention sur place, la dématérialisation en transforme également profondément le

déroulement.

a) Réduction des délais et accès immédiat aux preuves : La loi de finances 2016 a encadré strictement la durée des vérifications de comptabilité (3 ou 6 mois selon le chiffre d'affaires). La dématérialisation est l'outil qui permet de respecter, voire de réduire, ces délais. La remise préalable des fichiers comptables standardisés (obligation issue de la LF 2018) élimine le temps perdu à la mise à disposition, au classement et à la saisie manuelle des documents papier. Le vérificateur commence son travail avec une base de données immédiatement interrogeable. Les tests de cohérence, les requêtes sur des postes spécifiques (clients, fournisseurs, charges), les rapprochements peuvent être effectués en quelques clics. Cette efficacité accrue permet de concentrer le temps humain d'expertise sur l'analyse économique et l'appréciation des risques, plutôt que sur des tâches fastidieuses de recherche et de compilation.

b) Le développement stratégique de la « vérification ponctuelle » (article 212) : C'est peut-être la manifestation la plus aboutie de l'impact de la dématérialisation sur le modèle de contrôle. La vérification ponctuelle, prévue à l'article 212 du C.G.I., est définie comme un contrôle sur place portant sur « un ou plusieurs impôts », « tout ou partie de la période non prescrite », et « l'examen des pièces justificatives et comptables de quelques postes ou opérations clairement individualisés ». Cette procédure n'est envisageable que parce que l'administration dispose, en amont grâce à l'analyse de données, d'une hypothèse précise (ex. : régularité d'un crédit de TVA remboursé, sincérité d'un poste de charges exceptionnelles, concordance des achats déclarés avec les données des fournisseurs). Le contrôleur se rend sur place non pour « tout vérifier », mais pour examiner en profondeur un point précis, identifié comme risqué.

Cette approche présente des avantages majeurs pour les deux parties :

Pour l'administration : Elle permet d'optimiser les ressources en ciblant les points sensibles, d'enclencher des contrôles plus rapidement, et d'obtenir des résultats concrets (rectifications ou régularisations) sur des montants souvent significatifs, avec un investissement en temps bien moindre qu'une vérification générale.

Pour le contribuable : Elle est moins intrusive et moins disruptive. Elle ne paralyse pas toute l'activité de l'entreprise pendant des mois. Elle limite l'examen à un périmètre défini, offrant une sécurité juridique sur le reste de la comptabilité pour la période concernée. Elle s'apparente ainsi à un contrôle « chirurgical » plutôt qu'à un examen complet.

4.3. Renforcement de la lutte contre les fraudes complexes et sécurisation procédurale

La dématérialisation arme également l'administration pour lutter plus efficacement contre les formes sophistiquées d'érosion de la base d'imposition. Détection des « irrégularités graves » (Article 213) : La capacité à analyser finement la structure et la logique d'un fichier comptable électronique facilite la détection d'anomalies structurelles : incohérences chronologiques, altérations de fichiers, absence de pièces justificatives numérisées, ou liens avec des circuits facturiels opaques. Ces éléments peuvent plus rapidement justifier une remise en cause de la valeur probante de la comptabilité.

Analyse des prix de transfert et bénéfices indirects (Article 213-II) : L'échange électronique d'informations avec les administrations fiscales étrangères (article 214-II) et la demande dématérialisée de documentation sur les opérations transfrontalières (article 214-III) fournissent à l'administration des outils cruciaux pour analyser les transactions entre entreprises liées, comparer les prix pratiqués avec des référentiels internationaux, et identifier d'éventuels transferts indirects de bénéfices.

Traçabilité et sécurisation du contradictoire : L'ensemble de la procédure de rectification (articles 220 et 221), depuis la première lettre de notification jusqu'aux échanges avec les commissions (CLT, CNRF), gagne en traçabilité et en sécurité grâce au numérique. Les dates de notification et de réception sont certaines, les échanges sont archivés, réduisant les

contentieux sur la régularité formelle de la procédure. L'obligation de motivation détaillée des redressements, couplée à la facilité d'inclure des tableaux et données chiffrées issues directement des fichiers analysés, rend le débat contradictoire plus factuel et objectif.

L'impact de la dématérialisation sur le contrôle fiscal est donc systémique. Elle le rend plus puissant par l'analyse massive de données, plus efficient par la réduction des délais et le ciblage des risques, et plus aigu dans sa capacité à investiguer des schémas complexes. Cependant, cette puissance accrue est partiellement canalisée et légitimée par le développement de procédures mieux encadrées (charte du contribuable), moins invasives (vérification ponctuelle) et plus transparentes. Elle prépare ainsi le terrain à un paradoxe apparent mais fondamental : cette même révolution numérique qui renforce le contrôle crée aussi les conditions d'une optimisation fiscale plus sûre et mieux structurée pour les contribuables qui jouent le jeu de la transparence. C'est cette seconde dimension, celle de la dématérialisation comme levier d'opportunité, qu'il convient d'analyser à présent. n cas de figure ou tableau

5. Optimisation Fiscale par la Dématérialisation : Nouvelles Opportunités et Sécurisation de la Conformité

Contrairement à une vision réductrice qui verrait dans la dématérialisation un simple renforcement unidirectionnel du contrôle, il apparaît que le législateur et l'administration marocains ont consciemment développé un volet complémentaire et stratégique : transformer les outils numériques en leviers d'optimisation fiscale légale, de sécurisation juridique et de facilitation de la conformité volontaire. Ce faisant, ils opèrent un subtil glissement de paradigme : le numérique n'est pas seulement un instrument de détection des manquements ; il devient également un environnement procédural qui encourage, guide et récompense la mise en conformité proactive. Cette dimension est fondamentale pour comprendre l'équilibre de la réforme et ses implications stratégiques pour les contribuables.

5.1. La Régularisation Volontaire Facilitaire : du Pardon à la Procédure Standardisée

La réinstauration, de manière dérogatoire pour 2024, de la procédure de régularisation volontaire des avoirs non déclarés (profits, revenus, liquidités, biens) constitue un cas d'école. Ce dispositif existait par le passé, mais sa version 2024 est profondément marquée par la dématérialisation, qui en modifie la philosophie et l'efficacité.

Dématérialisation comme catalyseur de l'adhésion : Le processus est conçu pour être simple, rapide et traçable. La déclaration des avoirs et le paiement de la contribution libératoire de 5% peuvent théoriquement s'effectuer intégralement en ligne. Cette fluidité réduit considérablement les freins psychologiques et administratifs (crainte d'un contact direct avec l'administration, lourdeur des démarches). Le numérique « dédramatise » la régularisation, la transformant en une transaction administrative sécurisée plutôt qu'en une démarche pénible.

Effet d'aubaine numérique et sécurité juridique totale : L'avantage principal pour le contribuable est une sécurité juridique absolue concernant les avoirs régularisés. La procédure dématérialisée garantit un accusé de réception formel et un archivage certain de la déclaration. En échange du paiement, l'administration s'engage à ne pas prendre en compte ces avoirs pour évaluer le revenu global dans le cadre du nouvel « examen de l'ensemble de la situation fiscale » (article 215 bis), et à renoncer à l'impôt, aux amendes et pénalités afférents. La dématérialisation fournit ici le cadre de preuve nécessaire pour sanctuariser cet accord et empêcher toute remise en cause future, faisant de la régularisation non plus un simple pardon discrétionnaire, mais un contrat fiscal sécurisé par la technologie.

5.2. Le « Droit à l'Erreur » et la Rectification Spontanée : du Contrôle Répressif au Dialogue Préventif

L'instauration, à compter du 1er janvier 2024, du principe du « droit à l'erreur » (article 221

bis du C.G.I.) représente une innovation majeure de philosophie administrative, rendue praticable par la dématérialisation.

Un renversement de logique procédurale : Traditionnellement, la découverte d'une erreur ou d'une omission dans une déclaration, même de bonne foi, par l'administration déclenchait une procédure de rectification potentiellement sanctionnée (majorations de 10% ou 20%, pénalité de 5%). Le nouveau dispositif inverse cette logique. Il permet au contribuable, après avoir demandé et obtenu de l'administration un état des irrégularités constatées (par le biais d'un canal dématérialisé), de rectifier spontanément sa déclaration et de payer les droits complémentaires dus, sans qu'aucune majoration ou pénalité ne soit appliquée.

La dématérialisation comme socle du dispositif : Ce processus repose entièrement sur un échange structuré et traçable :

La demande du contribuable et la communication des irrégularités par l'administration se font via des canaux électroniques officiels, créant une piste d'audit fiable.

La déclaration rectificative doit être accompagnée d'une note explicative établie par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable, document qui sera lui-même dématérialisé. Le paiement des droits s'effectue en ligne.

Optimisation de la sécurité juridique : Ce dispositif transforme une situation de vulnérabilité (erreur découverte par le contrôle) en une opportunité de régularisation optimisée. Le contribuable évite les sanctions lourdes et sécurise sa position. La dématérialisation garantit ici l'effectivité et la sincérité du processus, empêchant les abus tout en offrant une porte de sortie constructive et non punitive à l'erreur de bonne foi.

5.3. La Comptabilité Électronique : une Preuve Forte et un Bouclier contre la Requalification

L'obligation croissante de tenue d'une comptabilité électronique conforme aux normes du C.G.N.C. et du C.G.I. (articles 145 et 211) dépasse largement une contrainte administrative. Pour le contribuable diligent, elle constitue un puissant outil d'optimisation de sa sécurité juridique.

Renforcement intrinsèque de la valeur probante : Une comptabilité tenue sur un système informatisé conforme produit des écritures datées, séquentielles, infalsifiables a posteriori et directement liées aux pièces justificatives numérisées. Face à l'administration, cette traçabilité technique rend très difficile la contestation de la réalité ou de la chronologie des opérations, sauf à démontrer une fraude systémique. Elle constitue une défense proactive contre une remise en cause de la comptabilité pour « irrégularités graves » au sens de l'article 213 (absence de pièces, erreurs répétées, etc.).

Optimisation de la gestion du risque fiscal : Une comptabilité électronique bien tenue permet au contribuable (et à ses conseils) d'effectuer en interne des contrôles automatisés de cohérence, de rapprochements, et de simulation fiscale. Elle facilite l'identification et la correction des erreurs en cours d'exercice, bien avant un éventuel contrôle. Elle devient ainsi un outil de pilotage et de maîtrise du risque fiscal, optimisant la position déclarative en amont.

5.4. L'Optimisation des Recours : vers une Justice Fiscale Plus Accessible et Efficace

La dématérialisation impacte également la phase contentieuse, améliorant l'accès à la justice et l'efficacité du traitement des litiges.

Accélération et transparence des procédures devant les commissions : La transmission dématérialisée des requêtes et des dossiers complets (avis de vérification, notifications, réponses) entre l'inspecteur, le contribuable et les commissions (C.L.T., C.R.R.F., C.N.R.F.) supprime les délais postaux et les risques de perte. Les délais stricts de transmission (par exemple, 3 mois pour soumettre un dossier à la CNRF) sont plus facilement contrôlables et leur

expiration produit des effets juridiques clairs (par exemple, impossibilité pour l'administration d'imposer au-delà de la base déclarée).

Égalité des armes procédurale : Le contribuable et son conseil peuvent constituer leur dossier de recours en exploitant facilement les documents électroniques issus de la procédure contradictoire. La dématérialisation des audiences ou des échanges écrits avec les commissions peut également, à terme, réduire les coûts et les contraintes géographiques de l'accès au contentieux.

Création d'une jurisprudence plus accessible : Si les décisions des commissions venaient à être publiées sous forme de bases de données dématérialisées, cela offrirait aux contribuables et à leurs conseils une meilleure lisibilité de la jurisprudence administrative fiscale, permettant d'optimiser leurs stratégies déclaratives et contentieuses.

La dématérialisation crée un écosystème fiscal où l'optimisation légale n'est plus seulement une affaire de montages complexes ou d'interprétation agressive de la loi. Elle devient également, et de plus en plus, une question de maîtrise procédurale et de gestion proactive des données dans un environnement numérique sécurisé. Le contribuable est invité à utiliser les mêmes outils que l'administration – la donnée structurée, la traçabilité électronique, les canaux dématérialisés – pour sécuriser sa position, régulariser ses erreurs, et défendre ses droits de manière plus efficace. Cette symétrie naissante entre les moyens du contrôle et les moyens de la défense/conformité est au cœur de l'équilibre de la réforme numérique de la fiscalité marocaine. Elle dessine les contours d'un système où la performance fiscale se mesurera autant à la qualité et à la fiabilité des processus informatiques et déclaratifs qu'à la seule optimisation économique des opérations.

6. Enjeux et Défis : Les Limites de la Transition Numérique et les Conditions de son Acceptabilité

Si la dématérialisation des procédures fiscales marocaine présente un potentiel transformateur considérable, sa mise en œuvre effective et équitable se heurte à des défis substantiels. Ces écueils ne sont pas des détails techniques, mais des enjeux de fond qui conditionnent la légitimité, l'efficacité globale et l'équité du nouveau système. Une transition mal maîtrisée risquerait de créer de nouvelles fractures, d'éroder la confiance et de réduire à néant les bénéfices escomptés en matière d'optimisation et de transparence. Il convient donc d'identifier et d'analyser ces défis pour en saisir la portée.

6.1. La Fracture Numérique : Risque d'Exclusion et d'Iniquité Accrue

Le premier défi, et le plus socialement sensible, est celui de la fracture numérique. L'obligation de recourir à des procédures électroniques présuppose un accès, une compétence et une infrastructure que ne possèdent pas uniformément tous les contribuables.

La Marginalisation des Très Petites Entreprises et des Professionnels Non-Digitalisés : Une large partie du tissu économique marocain, notamment dans l'artisanat, le petit commerce traditionnel et certaines professions libérales plus âgées, fonctionne encore majoritairement avec des supports papier et une comptabilité manuelle simplifiée. Pour ces acteurs, l'obligation de produire des fichiers comptables standardisés, de communiquer par voie électronique ou même de recevoir des notifications dématérialisées peut représenter une barrière infranchissable. Le risque est double : d'une part, ils deviennent incapables de bénéficier des nouvelles opportunités (régularisation en ligne, droit à l'erreur) ; d'autre part, ils s'exposent mécaniquement à des sanctions pour non-respect d'obligations procédurales (amende pour défaut de présentation électronique) alors même que leur sincérité fiscale peut être totale. Cela créerait une injustice flagrante et irait à l'encontre de l'objectif d'un système plus équitable.

Le Fossé des Compétences et de l'Accès au Haut Débit : Au-delà de la volonté, la fracture est aussi technique et géographique. L'absence de connexion internet fiable dans certaines zones,

le coût des logiciels de comptabilité certifiés, et surtout le déficit de compétences numériques de base sont des réalités tangibles. Sans un accompagnement massif et adapté, une partie de la population contribuable sera de facto exclue du système, transformant la modernisation en un facteur d'exclusion et alimentant un sentiment de défiance à l'égard de l'administration.

6.2. La Protection des Données et la Cybersécurité : la Confiance comme Nouvel Actif Critique

La dématérialisation conduit à une centralisation sans précédent de données fiscales et patrimoniales extrêmement sensibles dans les systèmes d'information de la Direction Générale des Impôts (DGI). Cette massification constitue une cible de choix et engendre des risques majeurs.

Un Enjeu de Souveraineté et de Vie Privée : Le fichier fiscal dématérialisé contient l'intégralité de la vie économique et financière des personnes et des entreprises : revenus, dépenses, patrimoine, investissements, dettes. Une faille de sécurité, une fuite de données ou un piratage aurait des conséquences catastrophiques en termes de fraude d'identité, d'espionnage économique, de chantage ou de violation massive de la vie privée. Le cadre légal, notamment l'article 214, autorise un large partage et croisement de données. Il est donc impératif que ce pouvoir s'accompagne d'un cadre de protection des données personnelles (en harmonie avec la loi 09-08) extrêmement robuste, définissant clairement les finalités, les durées de conservation et les conditions d'accès.

La Cybersécurité, Condition Sine Qua Non de la Confiance : La capacité de l'administration à sécuriser ses infrastructures contre les cyberattaques (ransomwares, intrusions) n'est plus une question technique, mais le fondement même de la confiance dans le système dématérialisé. Un incident grave pourrait anéantir des années d'efforts de modernisation. Cela nécessite des investissements continus, une culture de la sécurité au sein des services, et des audits indépendants réguliers. La transparence sur les mesures de protection adoptées est également cruciale pour rassurer les contribuables.

6.3. La Formation et l'Accompagnement : le Pilier Humain de la Transformation

La technologie la plus avancée est inefficace, voire dangereuse, si les acteurs ne savent pas l'utiliser. La réussite de la transition dépend donc d'un effort colossal et continu de formation et d'accompagnement.

Pour les Agents de l'Administration Fiscale : Il ne suffit pas de former les inspecteurs à l'utilisation d'un nouveau logiciel. Il faut les former à la cyber-enquête fiscale : analyse de fichiers comptables numériques, détection de manipulations dans les systèmes, compréhension des traces numériques. Ils doivent également maîtriser les nouvelles procédures dématérialisées (vérification ponctuelle, droit à l'erreur) et adopter une posture plus orientée vers le conseil et la résolution de problèmes dans le cadre du nouveau dialogue dématérialisé. Leur rôle évolue du vérificateur de papier vers l'analyste de données et le médiateur procédural.

Pour les Contribuables et leurs Conseils : Un plan national de sensibilisation et de formation est indispensable. Il doit viser à expliquer, de manière pédagogique, les nouvelles obligations, mais surtout les nouvelles opportunités (sécurité de la preuve électronique, procédures de régularisation facilitées). Les Ordres professionnels (experts-comptables, avocats fiscalistes) ont un rôle clé à jouer dans la montée en compétence de leurs membres, qui deviendront les interfaces et les guides indispensables pour les entreprises dans cet environnement complexe. Des guichets d'assistance physique et téléphonique restent nécessaires pour ceux qui sont en difficulté avec le numérique.

Les enjeux de la fracture numérique, de la protection des données et de la formation ne sont pas de simples « détails de mise en œuvre ». Ils constituent le trilemme fondamental de la dématérialisation fiscale. Négliger la fracture numérique crée de l'injustice et sape la légitimité

du système. Sous-estimer la cybersécurité détruit la confiance, actif le plus précieux d'une administration fiscale. Omettre la formation condamne la réforme à l'inefficacité et à la frustration généralisée. Le succès de la transition numérique ne se mesurera donc pas seulement à la sophistication des algorithmes de contrôle ou au taux de pénétration des déclarations en ligne, mais à sa capacité à être inclusive, sécurisée et compréhensible. La manière dont le Maroc relèvera ces défis déterminera si la dématérialisation aboutit à une fiscalité véritablement moderne et équitable, ou si elle devient un outil de sélection et d'exclusion au service d'une minorité déjà connectée et informée.

Le tableau 1 ci-dessous, illustre comment la dématérialisation dépasse l'opposition binaire traditionnelle pour créer un écosystème fiscal où contrôle optimisé et garanties renforcées se nourrissent mutuellement, sous l'égide d'un cadre légal renoué.

Tableau 1: La Dématérialisation de la Procédure Fiscale Marocaine - Un Équilibre Rénové

Aspect du Système Fiscal	État Antérieur (Traditionnel)	Transformation par la Dématérialisation	Impact sur l'Équilibre Contrôle/Garanties
Principe Fondamental	Principe déclaratif : confiance initiale + contrôle a posteriori papier	Principe déclaratif numérisé : données structurées + contrôle algorithmique	Maintien du principe avec exécution modernisée
Cadre Légal (C.G.I.)	Textes adaptés au support papier	Intégration organique du numérique (Art. 211, 212, 214 modifiés)	Encadrement juridique renforcé des deux côtés
Preuve et Investigation	Documents papier, vérification physique	Données électroniques, droit de communication étendu à tous supports	Neutralité technologique : même force probante
Modalités de Contrôle	Vérification exhaustive, longue, intrusive	Ciblage par le risque (data mining), vérification ponctuelle (Art. 212)	Efficacité ↑, Intrusion ↓ pour le contribuable
Sécurité Procédurale	Notifications postales, délais incertains	Notifications électroniques traçables, charte du contribuable obligatoire	Transparence ↑, Sécurité juridique ↑
Opportunités Contribuable	Peu de mécanismes de régularisation proactive	Droit à l'erreur (Art. 221 bis), régularisation volontaire en ligne	Optimisation légale sécurisée possible
Valeur Probante	Comptabilité papier susceptible d'altération	Comptabilité électronique infalsifiable (normes C.G.N.C.)	Bouclier défensif pour le contribuable diligent
Relation Administrative	Dialectique contrôle/défense souvent conflictuelle	Dialogue structuré via canaux dématérialisés, prévisibilité accrue	Passage du conflit au dialogue encadré
Contentieux	Dossiers papier, délais postaux, risques de perte	Transmission dématérialisée, traçabilité, accélération des procédures	Égalité des armes procédurale renforcée
Finalité du Système	Collecte optimale vs. Défense des droits	Écosystème intégré : conformité facilitée + contrôle efficient	Synthèse : intérêt général + sécurité individuelle

Source : Auteurs

7. Conclusion

La dématérialisation des procédures fiscales au Maroc ne constitue pas une simple évolution technologique ; elle incarne une double révolution structurelle qui recompose les fondements mêmes de la relation fiscale. D'une part, elle opère une mutation profonde du contrôle, le dotant d'une efficacité et d'une précision inédites grâce à la data et au ciblage algorithmique. D'autre part, de manière plus novatrice, elle érige l'environnement numérique en un levier stratégique d'optimisation légale, de sécurisation juridique et de facilitation de la conformité volontaire pour les contribuables. Ce mouvement dialectique, solidement ancré dans le Code Général des Impôts et dynamisé par les lois de finances successives, participe activement à l'édification d'un écosystème fiscal plus mature, marqué par une transparence accrue, une recherche d'équité et un glissement significatif d'une logique essentiellement répressive vers une logique davantage préventive et coopérative.

L'analyse a démontré comment la dématérialisation, en tant que cadre légal renforcé, a transcendé le stade de la simple permission pour devenir un impératif procédural sanctionné. Elle a transformé la donnée électronique en preuve opposable et a étendu, de manière encadrée, les pouvoirs d'investigation de l'administration. Cette nouvelle assise juridique a permis une transformation radicale du contrôle fiscal. Celui-ci est passé d'un modèle d'intervention ponctuel et exhaustif à un modèle hybride, combinant un contrôle continu et automatisé par le recoupement massif de données (data-driven audit) avec des interventions sur place ciblées et moins intrusives, comme la vérification ponctuelle. Cette efficacité redoutable est toutefois partiellement canalisée par des garanties procédurales renforcées, telles que la charte du contribuable, dont l'absence peut entraîner la nullité de la procédure.

De façon peut-être plus surprenante et stratégique, l'étude a révélé que cette même révolution numérique ouvre des opportunités inédites d'optimisation fiscale légitime. Elle n'est pas qu'un outil au service du contrôle ; elle devient un environnement propice à la sécurisation proactive. La régularisation volontaire dématérialisée et le nouveau « droit à l'erreur » transforment des situations de vulnérabilité en procédures de rattrapage sécurisées et non punitives. La comptabilité électronique conforme, bien plus qu'une contrainte, se mue en un bouclier probant contre la requalification et en un outil de pilotage du risque fiscal. Enfin, la digitalisation des recours tend à rendre la justice fiscale plus accessible et plus efficiente. Ainsi, le contribuable qui maîtrise ces nouveaux outils procéduraux et documentaires se trouve en position de renforcer considérablement sa sécurité juridique et d'optimiser sa relation avec l'administration.

Cependant, cette promesse de modernisation équilibrée est conditionnée à la capacité de surmonter des défis fondamentaux. La fracture numérique menace d'exclure une partie du tissu économique et de créer une injustice procédurale. La centralisation des données fait de la cybersécurité et du respect de la vie privée des impératifs non-négociables de confiance. Enfin, la réussite de la transition repose sur un effort massif et continu de formation des agents fiscaux – qui doivent devenir des analystes de données et des médiateurs – et d'accompagnement pédagogique des contribuables et de leurs conseils.

La dématérialisation fiscale au Maroc dessine les contours d'un nouveau pacte. Elle propose une synthèse où la performance fiscale repose désormais sur une symétrie des compétences numériques. L'administration optimise son contrôle par la maîtrise des données ; le contribuable averti peut optimiser sa sécurité et sa conformité par la maîtrise des processus électroniques et de la traçabilité. Ce système aspire à une relation moins conflictuelle, où la transparence devient la norme et où la sanction n'est plus l'unique réponse à l'erreur. Le succès final de cette ambitieuse transformation ne se mesurera pas seulement à l'augmentation des recettes ou au taux de digitalisation, mais à sa capacité à être inclusive, sécurisée et perçue

comme légitime par l'ensemble des citoyens et des entreprises, consolidant ainsi les bases d'un État de droit fiscal moderne et équitable.

Références :

- (1). Aarab, K. (2021). Le contrôle fiscal portant sur la vérification des entreprises au Maroc : cadre procédural et authentification des garanties. *Revue française d'économie et de gestion*, 2(12).
- (2). Adaifi, M., & Lakrarsi, A. (2025). Digitalisation du système d'information fiscal : Analyse de sa contribution à la performance de la DGI au Maroc. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*.
- (3). Ahmyiane, A. (2019). Le pouvoir législatif au Maroc entre rationalisation et auto-rationalisation parlementaire. *Journal d'économie, de management, d'environnement et de droit*, 2(2), 1–16.
- (4). Ayachi, G. (2018). La convergence de la comptabilité de l'État avec les normes IPSAS : Le cas du Maroc.
- (5). Baghar, N. (2017). La normalisation comptable au Maroc : État des lieux et perspectives. *Revue Économie & Kapital*, (11).
- (6). Bakhtous, S. (2025). Essai sur l'optimisation fiscale: Exploration des mécanismes d'optimisation fiscale à travers l'étude des groupes de sociétés (Thèse de doctorat). Université de Perpignan.
- (7). Boutti, R. (2017). Le contrôle de gestion versus méta-modèles décisionnels au Maroc.
- (8). Bouya, E. R., & Adjayi, K. N. (2020). Dématérialisation et gouvernance électronique. L'Harmattan.
- (9). Chaabi, C., & El Haddad, Y. M. (2025). Dématérialisation et contrôle fiscal : Analyse théorique. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 6(2), 480–494.
- (10). Complexe universitaire de l'École des ponts. (2025). Lutte contre la fraude douanière et coopération de la douane avec les autres administrations. Dans *La douane, une institution clé : Renforcer l'administration douanière dans un monde changeant* (p. 183).
- (11). Direction générale des impôts. (s. d.). Code général des impôts. Royaume du Maroc.
- (12). El Ktini, H. (2020). Les dépenses fiscales en droit marocain (Thèse de doctorat). Université Grenoble Alpes.
- (13). Ettahiri, L., & Benazzou, L. (2022). La digitalisation au service de la performance de l'administration fiscale au Maroc : Cas de la mobilisation des recettes fiscales. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(2-1), 120–136.
- (14). Fadwa, E. (2024). L'impact de la digitalisation sur la performance du système fiscal marocain : Une revue de littérature. *Revue Dossiers de Recherches en Économie et Management des Organisations*, 9(1), 56–69.
- (15). Hoareau-Dodinau, J., et al. (1999). *Le pardon*. Presses universitaires de Limoges.
- (16). Imane, B., & Elk, Y. (2024). E-gouvernance et transformation numérique au Maroc : Défis et perspectives pour des institutions et des services publics innovants. *International Journal of Economic Studies*.
- (17). Koné Katinan, J. (2018). Économie et développement en Afrique : La contradiction principale.
- (18). L'arbitrage. (s. d.). Les voies de recours en droit de l'arbitrage.
- (19). Mechita, S. B., et al. (2025). L'amnistie fiscale : Une réforme clé pour la régularisation de la situation fiscale au Maroc. *Proceedings Book Series*, 20, 94–101.

- (20). Monteau, M. (1997). Prise de risque, dérives et autres imprudences. Institut national de recherche et de sécurité (INRS).
- (21). Mourabit, S. (2015). L'économie politique de la production législative au Maroc.
- (22). Sadaka, A. (2024). Fiscalité et financement de l'État social au Maroc. *Management Control, Auditing and Finance Review*, 1(2), 354–367.
- (23). Samira, A., & Kissami, R. (2024). Une fiscalité sociale : Levier clé pour réussir et financer un État social. *Revue Al Mayadine*, 14(1), 53–72.
- (24). Sid Ahmed, K. (2008). Droits fondamentaux du contribuable et procédures fiscales : Étude comparative des droits d'origine non procédurale du contribuable.
- (25). Taouab, O., & Lazaar, N. (2022). Valeur fiscale des big data à l'émergence des data-driven business models : Essai de mobilisation d'un corpus théorique de recherche. *Revue française d'économie et de gestion*, 3(9).
- (26). Tounsi, W. (2019). Cybervigilance et confiance numérique : La cybersécurité à l'ère du cloud et des objets connectés. ISTE Group.
- (27). Traversi, A. (2014). La défense pénale : Techniques de l'argumentation et de l'art oratoire. Primento.
- (28). Valenduc, G., & Vendramin, P. (2006). Fractures numériques, inégalités sociales et processus d'appropriation des innovations. *Terminal*, (95–96), 137–154.
- (29). Vodoz, L., et al. (2004). La fracture numérique : État de la question et stratégie de recherche. CEAT-LEM EPFL.